

Ancien conflit



Auteur : Guillermo Alvarado

Il y a quelques jours, le gouvernement argentin a de nouveau exigé devant le comité de décolonisation des Nations Unies la restitution de la souveraineté sur les îles Malouines, ainsi que sur d'autres territoires insulaires de l'Atlantique Sud, occupés illégalement par le Royaume-Uni depuis le XIXe siècle.

Au cours d'une réunion spéciale, le ministre argentin des Affaires étrangères, Santiago Cafiero, a appelé Londres à écouter la communauté internationale et à reprendre les négociations pour trouver une solution pacifique au différend. «Vous ne devez pas avoir peur de la paix», a déclaré le responsable de la nation sud-américaine en s'adressant à la délégation britannique.

Il a ajouté qu'il ne s'agit pas seulement d'une demande argentine, mais d'une clameur mondiale car aujourd'hui, a-t-il expliqué, il y a un total de 17 situations coloniales en attente de solution, dont dix, c'est-à-dire la majorité, concernent le Royaume-Uni.

Le conflit a commencé le 3 janvier 1833, il y a un peu plus de 189 ans, lorsque les forces militaires britanniques ont occupé les Malouines, expulsé les autorités locales, qui avaient été établies en 1829, et empêché leur retour.

Dans un acte de piraterie vulgaire, les occupants ont interdit l'installation des Argentins du continent.

Au fil des ans, la puissance européenne y a établi des colonies avec des habitants britanniques, tout en profitant des ressources naturelles, notamment des réserves de pétrole et de minéraux.

Les Nations Unies décrivent le "cas Malouines" comme une situation de décolonisation spéciale et particulière dans laquelle, contrairement à d'autres processus, le principe d'autodétermination des peuples ne s'applique pas, comme Londres tente de l'imposer.

Cela signifie que les habitants actuels du territoire ne sont pas en eux-mêmes un peuple sous occupation étrangère, mais font partie de la puissance coloniale elle-même, et donc que les seuls qui peuvent prétendre à une souveraineté légitime sont les Argentins.

Un point culminant de ce conflit a été la guerre de 1982, lorsque l'armée du pays sud-américain a tenté d'expulser les Britanniques, mais a été vaincue dans une confrontation inégale, où les occupants étaient soutenus par les États-Unis, qui ont ignoré leurs engagements continentaux.

À cet égard, le chef de la diplomatie argentine a souligné que les victoires militaires ne génèrent pas de droits et que le problème n'est toujours pas résolu. Le ministre s'est demandé si certains pays ont le droit de violer la Charte des Nations Unies et a appelé la communauté internationale à agir, ou à se rendre complice d'un double standard.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/291803-ancien-conflit>



Radio Habana Cuba